

# Espionnage présumé de Besancenot : le PDG de Taser France interpellé

mardi 14 octobre 2008, par [Le Monde](#) (Date de rédaction antérieure : 14 octobre 2008).

Dix personnes ont été placées en garde à vue, mardi 14 octobre, dans le cadre de l'enquête sur la surveillance illicite dont a été victime le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Olivier Besancenot, a-t-on appris de source proche de l'enquête. Parmi les personnes interpellées figurent un policier et un détective privé, mais surtout le PDG de Taser France, Antoine Di Zazzo. Olivier Besancenot a vivement réagi à l'annonce de ces gardes à vue. *« J'ai une réaction d'indignation face à une opération de barbouzes et de flics véreux, d'autant plus inquiétante qu'on a un gouvernement qui n'a de cesse de propager le système des fichiers »,* a-t-il dit. *« M. di Zazzo rappelle que SMP Technologies n'a jamais eu le moindre intérêt à commanditer un rapport concernant M. Besancenot ou quelqu'un d'autre »,* a pour sa part défendu M<sup>e</sup> Hennequin, son avocate.

L'ex-candidat à l'élection présidentielle avait porté plainte en mai pour *« atteinte à l'intimité de la vie privée, violation de secret professionnel et recel de violation de secret professionnel »* notamment, après la publication d'une enquête de *L'Express* faisant état de l'espionnage par une « officine » de la vie privée de M. Besancenot. Selon l'hebdomadaire, la vie du porte-parole de la LCR *« a été épiée, disséquée, mise en fiches »* entre octobre 2007 et janvier 2008.

## DES DONNÉES DÉTAILLÉES

Un *« rapport de surveillance »* rédigé par l'officine mise en cause allait jusqu'à mentionner *« l'emplacement exact de l'appartement, dont la fiche cadastrale est annexée »*, du dirigeant trotskiste. Il mentionnait également un document recensant les détails des comptes bancaires d'Olivier Besancenot et de sa compagne, ainsi que des informations sur son véhicule qui pouvaient avoir été obtenues *« grâce au fichier administratif des cartes grises »*, selon *L'Express*.

En mai, lorsque *L'Express* avait révélé les faits, le journal évoquait déjà la piste d'un contentieux avec la firme SMP Technologies, distributeur pour la France du pistolet à impulsion électrique Taser : lors de la campagne pour la présidentielle en 2007, le porte-parole de la LCR avait estimé que cette arme était responsable de 150 décès aux Etats-Unis. Les dirigeants de Taser, qui assurent qu'elle se révèle inoffensive pour la vie humaine, ont intenté une procédure en diffamation contre M. Besancenot.

Six des personnes interpellées l'ont été par les policiers de l'Inspection générale de la police nationale et les autres par ceux de la Brigade de répression de la délinquance contre la personne chargés de l'enquête.

\* LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 14.10.08 | 11h47 • Mis à jour le 14.10.08 | 17h20

---

## **Espionnage Besancenot : le patron de Taser France et des policiers en garde à vue**

PARIS, 14 oct 2008 (AFP) - Dix personnes, dont le patron de Taser-France, cinq policiers et deux membres d'une agence parisienne de détectives, ont été placés en garde à vue mardi dans l'enquête sur l'espionnage présumé du porte-parole de la LCR, Olivier Besancenot.

Parmi ces dix personnes figurent cinq policiers, dont un muté récemment de Paris vers la province, un douanier, ainsi qu'un fonctionnaire de police détaché auprès du Crédit lyonnais et deux membres d'un cabinet de détectives privés Dussaucy, a-t-on appris de sources proches du dossier. Antoine Di Zazzo, le directeur de SMP Technologie, la société chargée de diffuser en France le pistolet à impulsion électrique Taser, fait partie également des gardés à vue. Tous ont été interpellés par les policiers de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et de la Brigade de répression de la délinquance à la personne (BRDP) chargés de l'enquête préliminaire ouverte en mai. Le parquet de Paris avait ouvert cette enquête à la suite d'une plainte contre X de M. Besancenot pour « *atteinte à la vie privée, atteinte aux droits des personnes pouvant résulter des fichiers et traitements informatiques et violation du secret professionnel* ».

Selon *L'Express*, qui avait révélé l'affaire, la vie du porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) « *a été épiée, disséquée, mise en fiches par une officine de renseignement privée* » entre octobre 2007 et janvier 2008. L'hebdomadaire évoquait notamment une « *note confidentielle du 25 octobre qui résume les premières investigations* » sur M. Besancenot mais aussi sa compagne. Cette note allait jusqu'à mentionner « *l'emplacement exact de l'appartement, dont la fiche cadastrale est annexée* », du dirigeant trotskiste. L'hebdomadaire mentionnait également un document recensant « *au centime près* » les détails des comptes bancaires d'Olivier Besancenot et de sa compagne ainsi que des informations sur son véhicule pouvant avoir été obtenues « *grâce au fichier administratif des cartes grises* ». Ce fichier aurait été consulté par l'un des policiers, en garde à vue. Ce fonctionnaire, qui appartenait à un service de la police judiciaire parisienne, a été muté récemment à Toulouse, a précisé à l'AFP une source proche de l'enquête.

Le fichier des titulaires de comptes bancaires en France (Ficoba) aurait pour sa part été consulté par le douanier interpellé et le solde des comptes par le fonctionnaire détaché auprès du Crédit lyonnais, a-t-on ajouté de même source.

Selon les premiers éléments de l'enquête, un « *lien comptable* » entre l'agence Dussaucy, dirigée par un ancien policier, et SMP Technologies a par ailleurs été découvert. Les deux policiers en exercice auraient « *rendu service* » à leur ancien collègue, a-t-on précisé de même source. *L'Express* avait indiqué en mai que cet espionnage présumé trouverait « *son origine dans le contentieux opposant M. Besancenot à la société SMP Technologies* ». SMP a en effet attaqué en justice à M. Besancenot pour avoir affirmé que le Taser avait causé la mort de 150 personnes aux Etats-Unis. Le procès pour diffamation doit avoir lieu le 20 octobre. Le pistolet à impulsions électriques (PIE), Taser X-26, équipe depuis 2004 l'armée, la police nationale et la gendarmerie françaises. Qualifié d'arme « *non-létale* » par ceux qui le commercialisent, il envoie sur sa cible deux dards délivrant une décharge de 50.000 volts. « *Cette affaire met en scène des barbouzes et ce type de barbouzeries n'a pas sa place dans une démocratie digne de ce nom* », a déclaré à l'AFP l'avocat de M. Besancenot, M<sup>e</sup> Antoine Comte.